



RÉSEAU CLIMAT
DÉVELOPPEMENT

Renforcer l'intégration du changement climatique dans les politiques publiques de développement

Présentation du programme 2013-2015
Du Réseau Climat & Développement

Contexte – un réseau en évolution depuis 2007

Entre 2007 et 2012

- Création du RC&D entre 2006 et 2007 face à la faible participation des ONG francophones dans la négociation climatique.
- Initiative de ENDA et RAC-France pour renforcer la compréhension, l'expertise et la participation dans les négociations internationales
- Résultats:
 - Liste franclimat pour échanger et partager les informations: +175 inscrits
 - Élargissement du nombre de membres: de 15 à 75
 - ateliers annuels: de 20 participants à Bamako à 55 à Conakry
 - publications annuelles bilingues,
 - Appui à la participation croissante aux négociations internationales: 27 représentants à Doha.
 - notes de position à Rio, la COP et la CMAE
- Depuis 2 ans, tentatives de renforcement du plaidoyer national et local – via la rédaction de lettres adaptables pour les ministres des pays, via les rencontres organisées avec les décideurs, via l'appui à des campagnes dans les pays.

Des exemples de nos activités



FINANCEMENTS INNOVANTS POUR LE CLIMAT ET POUR L'ANRIQUE, ETUDE 2012 SUR LEUR POTENTIEL ET ACCEPTABILITE

MOBILISER DES FINANCEMENTS INNOVANTS POUR LUTTER CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE AU MALI, SENEGAL, TOGO ET BENIN



Les propositions de ONG AMADE PELCODE-Mali, AFHON-Togo, JVE-Togo, JVE-Bénin et ENDA Sénégal au décideurs africains





RÉSEAU CLIMAT DÉVELOPPEMENT

Le Réseau Climat & Développement: un réseau d'ONG francophones

Le Réseau représente plus de 50 ONG francophones basées en Europe et en Afrique, et travaillant sur l'intégration des enjeux climat et développement. Le Réseau se mobilise sur ces enjeux, via des projets de terrain locaux et des actions de plaidoyer - nationales et internationales.

Qui sommes-nous ?



Page d'accueil
Actualités
Les Financements innovants au Mali, Togo, Bénin et Sénégal
Le Réseau se mobilise pour Rio+20
Le Réseau se mobilise sur le Fonds Vert
Le Réseau se mobilise en faveur des financements climat
COPI7 à Durban
COPI 16 au Qatar
Négociations climat en 2012



COP 18 NOTE DE POSITION RICAD-CAN AFRIQUE DE LOUEST

DOHA - ÉTAPES INCONTOURNABLES AVANT 2015

Les changements climatiques continuent d'être au centre des préoccupations internationales actuelles vu les phénomènes extrêmes qui se produisent entraînant la famine et la désolation aux quatre coins du globe, et au sud comme au nord. Les États Unis, la Russie et l'Ukraine ont subi des sécheresses sans précédent et ont perdu une grosse partie de leurs stocks de grains. La corne de l'Afrique est en prise à une insécurité alimentaire quasi-structurelle et accentuée par les sécheresses à répétition. La zone sahélienne subit une crise alimentaire alarmante qui frappe dix-huit millions de personnes, crise alimentaire qui pourrait devenir mondiale en 2013 selon les récentes prédictions de la FAO.

La menace climatique pèse lourdement sur les États insulaires et les pays pauvres les plus vulnérables. Pour nous, cela est inacceptable.

L'année 2012 a vu la relance d'un nouveau cycle de négociation et d'une nouvelle dynamique de négociation qui tient autant compte des responsabilités communes mais différenciées que des capacités respectives des Parties. Au risque de créer un enlèvement en début de négociation, ses principes vont construire le futur accord. Les accords adoptés à Durban ont ouvert une petite fenêtre d'opportunité pour replacer la planète sur une trajectoire de réchauffement acceptable. Mais cette fenêtre se refermera si nous ne posons pas les premiers jalons dès Doha pour relever l'ambition globale et maintenir le réchauffement sous un seuil acceptable pour les communautés les plus vulnérables.

Et pourtant, «l'accord» obtenu à Durban nous place sur une trajectoire de réchauffement de 3,5 à 6°C ! Face à l'urgence de l'action, les pays n'ont fait preuve d'aucune ambition



En route vers 2015!

Mieux intégrer la contrainte énergétique et climatique dans les politiques de développement

A l'hotel « Taady Club » de Conakry, du 17 au 21 avril 2013
Atelier du Réseau Climat & Développement et CAN West Africa



Sécurité alimentaire au Maghreb : les oasis, une solution face aux changements climatiques

Actuellement le Maghreb, vit une période charnière. Avec un secteur agricole handicapé par de fortes inégalités et un climat aride, les États ont de plus en plus de difficultés à couvrir les besoins de leurs populations. La sous-alimentation croît d'années en années, poussant les pays à augmenter leurs importations et à ainsi s'endetter d'avantage et accentuer leur vulnérabilité face à la volatilité des prix. De plus, les prévisions sur le changement climatique annoncent de lourdes conséquences aussi bien pour la dégradation des ressources naturelles que pour la productivité agricole. Et ce n'est pas la seule difficulté que devra affronter cette région. En effet, le contexte sociodémographique va également évoluer et obliger l'agriculture maghrébine à s'adapter à ces mutations.

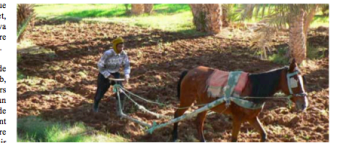
Un atout nutritionnel : La biodiversité oasienne permet à la population de bénéficier d'un régime alimentaire équilibré.

Connaissant la situation actuelle des oasis, on peut douter de leurs capacités à agir pour la sécurité alimentaire de la région. La fuite de la main d'œuvre, morcellement des terres ou encore les problèmes liés au droit d'eau sont des facteurs qui affaiblissent la position de l'oasis. Ainsi, le RADDO (Réseau associatif de développement durable, se

mobilise pour la sauvegarde des oasis et la nécessité de mettre en parallèle deux grands domaines de politique publique :

- Une politique d'aide au développement des oasis et plus largement d'aides aux régions arides qui leur permettent d'asseoir leur position.
- Une politique alimentaire et agricole nationale, utilisant la spécificité oasienne

Réseau RADDO
www.raddo.org
> Sur ce sujet, assistez au séminaire de RADDO ce soir à 18h, au Pavillon Européen



Cheo Canada,

Te souviens-tu de l'épisode étonnant à Niamey, où l'ECOA espérait que les fruits de condaires étaient faits au sujet d'un retrait du Protocole de Kyoto, mais à la seconde où ton Ministre a quitté la ville de Durban, il a confirmé son plein abandon du seul traité légalement contraignant qui vient avec Le sénié chef d'ECOA qui dit que cette l'histoire d'abandon de Kyoto a quelque chose à voir avec ces

Les atouts des oasis pour la sécurité alimentaire du Maghreb :

- Des exploitations familiales (majoritaires dans les oasis) ;
- modeste en avant par les organisations internationales dans

Objectifs 2013-2015

- En 2015: ODD et accord mondial sur le climat
- D'ici là, il faut renforcer les capacités de plaidoyer des ONG afin de mieux influencer les politiques publiques dans les pays en développement et auprès des bailleurs.
- Comment:
 - *En renforçant le niveau d'information sur les impacts du CC et les solutions pour lutter contre*
 - *En renforçant la visibilité des associations et du Réseau en tant que porte-parole des ONG francophones en matière de CC et environnement*
 - *En valorisant les bonnes pratiques qui pourraient constituer des politiques publiques*
 - *En renforçant les capacités de plaidoyer des membres*
 - *En développant une stratégie de communication médiatique pour promouvoir le RC&D et ses idées.*

Les activités prévues

- Un travail de coordination sur toute l'année – grâce à l'animateur à temps plein du RC&D
- La liste de diffusion du RC&D pour informer et renforcer les compétences des ONG
- Des micro-financements pour appuyer l'organisation d'ateliers de formation sur les CC
 - visant différents acteurs (économiques/élus/médias), et différents secteurs économiques: pêche, agriculture,
 - 9 formations par an avec budget d'environ 850 euros/formation.
- La construction de matériel de formation – PowerPoints, briefings, dessins pour la compréhension
- Un nouveau site internet pour le RC&D avec une page dédiée pour chaque association
- Un atelier par an pour élaborer une vision politique et préparer les fondations de notre plaidoyer annuel, toujours en vue de renforcer la prise en compte du climat dans les politiques publiques
- Un travail d'expertise, d'analyse et de positionnement:
 - Analyses de politiques nationales – 2 études d'une dizaine de pages (500 euros chacune).
 - Notes de position en amont des échéances politiques
 - Plaidoyer après l'atelier: publication ou ensemble de fiches de recommandations.
- Micro-financements pour appuyer des campagnes de plaidoyer visant l'intégration du CC dans les politiques publiques
- Stratégie de communication médiatique: tribunes, conférences de presse, side-event, CP...
- Appui à la participation aux conférences internationales des membres du RC&D pour renforcer la capacité de plaidoyer sur place.

Le budget et les financeurs

Jusqu'ici: de 40 000 euros en 2007 à 130 000 euros en 2012

Financeurs: MAVA, WWF, MAE, MEDDE, FA2, FNH, CAN WA, RAC, ENDA

Prévisionnel: 160 000 euros/an (y compris pour le temps de travail du RAC, d'ENDA et de l'animateur).

Acquis en 2013:

- 30 000 du MAE
- 40 000 de la MAVA
- 75 000 de la Fondation Albert II de Monaco
- Appui également de Southern Voices, de Germanwatch et Heinrich Boell Foundation pour l'atelier à Conakry.

Acquis en 2014: 40 000 euros de la MAVA

Acquis en 2015: 40 000 euros de la MAVA

Succès: budget 2013 validé.



Les succès

- Chaque année, le RC&D a mobilisé suffisamment de financements pour appuyer la participation d'ONG dans les négociations, publier ses rapports, organiser des ateliers en plus grand nombre.
- Il y a de plus en plus d'experts des négociations dans le RC&D
- Mais aussi de plus en plus d'experts identifiés sur différents sujets thématiques – de la pêche aux forêts, en passant par l'agriculture et l'énergie
- Il y a aussi de plus en plus de travail des membres qui s'impliquent dans la rédaction des fiches techniques, dans l'organisation et l'animation de l'atelier, dans le plaidoyer du RC&D.
- Ré-utilisation des informations et analyses pour diffusion dans d'autres réseaux ou pour préparer des réunions de restitution ou de plaidoyer

Les défis et pistes pour les surmonter

- **Défi: acquérir les financements manquants pour 2014 et 2015.**
 - Diversifier ressources
 - Renforcer synergies pour mutualiser nos ressources.
 - Travail de qualité, convaincant pour les financeurs.
- **Les chevauchements entre les réseaux qui complexifient les activités**
 - Garantir la participation d'autres réseaux à nos ateliers annuels
 - Signer notes de position avec d'autres réseaux
- **La gouvernance dans un Réseau très informel dans les procédures d'adhésion et sans contributions financières des membres.**
 - La coordination par un animateur dédié et non-labellisé ENDA ou RAC
 - Des comités de gouvernance au cas par cas: comité de sélection de l'atelier par exemple.
 - En fonction des résultats, étudier modalités d'une gouvernance plus structurée
 - Ré-adhérer chaque année?
 - Adhésions nationales sous contrôle des autres membres du pays.
- **L'élargissement du RC&D plus rapide que sa base de financement.**
 - diversification des activités avec micro-financements sur formations, études, etc.
 - Système de quotas à l'atelier: renforcement de capacité / expertise. Et veiller à l'équilibre régional. Tout en donnant la priorité au contenu.
 - Organiser des réunions nationales/sous-régionales. Mais avec quel financement?
- **L'organisation de l'atelier... le lieu, le contenu et la logistique**
 - Sondage de satisfaction et réunions de consultation
 - Comité de sélection et d'appui à la coordination.
- **La promotion et communication autour de nos activités et notre plaidoyer**
 - Le nouveau site internet
 - Un travail de recensement des contacts média utiles
 - Une stratégie appuyée par des financements

On a de quoi être fiers tout de même



FINANCEMENTS INNOVANTS POUR LE CLIMAT ET POUR L'AMBIQUE, ETUDE 2012 SUR LEUR POTENTIEL ET ACCEPTABILITE

MOBILISER DES FINANCEMENTS INNOVANTS POUR LUTTER CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE AU MALI, SENEGAL, TOGO ET BENIN



Les propositions des ONG AMADE FELCODE-Mali, AFHON-Togo, JVE-Togo, JVE-Bénin et ENDA Sénégal aux décideurs africains



RÉSEAU CLIMAT DÉVELOPPEMENT

Le Réseau Climat & Développement: un réseau d'ONG francophones

Le Réseau représente plus de 50 ONG francophones basées en Europe et en Afrique, et travaillant sur l'intégration des enjeux climat et développement. Le Réseau se mobilise sur ces enjeux, via des projets de terrain locaux et des actions de plaidoyer - nationales et internationales.

Qui sommes-nous ?

Page d'accueil
Actualités
Les Financements innovants au Mali, Togo, Bénin et Sénégal
Le Réseau se mobilise pour Rio+20
Le Réseau se mobilise sur le Fonds Vert
Le Réseau se mobilise en faveur des financements climat
COPI7 à Durban
COPI 16 au Qatar
Négociations climat en 2012

RÉSEAU CLIMAT DÉVELOPPEMENT

DOHA - ÉTAPES INCONTOURNABLES AVANT 2015

COP 18 NOTE DE POSITION IRCAD-CAN AFRIQUE DE LOUEST

Les changements climatiques continuent d'être au centre des préoccupations internationales actuelles vu les phénomènes extrêmes qui se produisent entraînant la famine et la désolation aux quatre coins du globe, et au sud comme au nord. Les États Unis, la Russie et l'Ukraine ont subi des sécheresses sans précédent et ont perdu une grosse partie de leurs stocks de grains. La corne de l'Afrique est en prise à une insécurité alimentaire quasi-structurelle et accentuée par les sécheresses à répétition. La zone sahélienne subit une crise alimentaire alarmante qui frappe dix-huit millions de personnes, crise alimentaire qui pourrait devenir mondiale en 2013 selon les récentes prédictions de la FAO.

La menace climatique pèse lourdement sur les États insulaires et les pays pauvres les plus vulnérables. Pour nous, cela est inacceptable.

L'année 2012 a vu la relance d'un nouveau cycle de négociation et d'une nouvelle dynamique de négociation qui tient autant compte des responsabilités communes mais différenciées que des capacités respectives des Parties. Au risque de créer un enlisement en début de négociation, ses principes vont construire le futur accord. Les accords adoptés à Durban ont ouvert une petite fenêtre d'opportunité pour replacer la planète sur une trajectoire de réchauffement acceptable. Mais cette fenêtre se refermera si nous ne posons pas les premiers jalons dès Doha pour relever l'ambition globale et maintenir le réchauffement sous un seuil acceptable pour les communautés les plus vulnérables.

Et pourtant, «l'accord» obtenu à Durban nous place sur une trajectoire de réchauffement de 3,5 à 6°C ! Face à l'urgence de l'action, les pays n'ont fait preuve d'aucune ambition

En route vers 2015!
Mieux intégrer la contrainte énergétique et climatique dans les politiques de développement

A l'hotel « Taady Club » de Conakry, du 17 au 21 avril 2013
Atelier du Réseau Climat & Développement et CAN West Africa



Sécurité alimentaire au Maghreb : les oasis, une solution face aux changements climatiques

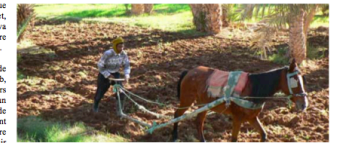
Actuellement le Maghreb, vit une période charnière. Avec un secteur agricole handicapé par de fortes inégalités et un climat aride, les États ont de plus en plus de difficultés à couvrir les besoins de leurs populations. La sous-alimentation croît d'années en années, poussant les pays à augmenter leurs importations et à ainsi s'endetter d'avantage et accentuer leur vulnérabilité face à la volatilité des prix. De plus, les prévisions sur le changement climatique annoncent de lourdes conséquences aussi bien pour la dégradation des ressources naturelles que pour la productivité agricole. Et ce n'est pas la seule difficulté que devra affronter cette région. En effet, le contexte sociodémographique va également évoluer et obliger l'agriculture maghrébine à s'adapter à ces mutations.

Un atout nutritionnel : La biodiversité oasienne permet à la population de bénéficier d'un régime alimentaire équilibré.

Connaissant la situation actuelle des oasis, on peut douter de leurs capacités à agir pour la sécurité alimentaire de la région. La fuite de la main d'œuvre, morcellement des terres ou encore les problèmes liés au droit d'eau sont des facteurs qui affaiblissent la position de l'oasis. Ainsi, le RADDO (Réseau associatif de développement durable, se mobilise pour la sauvegarde des oasis et la nécessité de mettre en parallèle deux grands domaines de politique publique :

- Une politique d'aide au développement des oasis et plus largement d'aides aux régions arides qui leur permettent d'asseoir leur position.
- Une politique alimentaire et agricole nationale, utilisant la spécificité oasienne

Réseau RADDO
www.raddo.org
> Sur ce sujet, assistez au séminaire de RADDO ce soir à 18h, au Pavillon Européen



Cheo Canada,
"Le souvenir de la Semaine électorale ? Nous oui. ECO espérait que les fruits de concombres étaient fous au sujet d'un retrait du Protocole de Kyoto, mais à la seconde où son Ministre a quitté la ville de Durban, il a confirmé son pleine abandon du seul traité diplomatiquement contraignant qui nous amène. Le secrétaire d'Etat a dit que cette hypothèse d'abandon de Kyoto a quelque chose à voir avec ces

Les atouts des oasis pour la sécurité alimentaire du Maghreb :
 - Des exploitations familiales (majoritaires dans les oasis) ;
 - Modèles en avant par les organisations internationales dans